

En 2024, l'emploi ralentit en Bretagne

En 2024, l'emploi salarié poursuit sa croissance en Bretagne, mais à un rythme moins soutenu qu'en 2023. Fin 2024, la région compte 1 327 300 emplois salariés, soit 4 200 de plus en un an. Cette hausse est essentiellement portée par le tertiaire marchand hors intérim, notamment dans l'hébergement-restauration et le commerce. L'emploi progresse également dans l'agriculture, dans le tertiaire non marchand, ainsi que dans l'industrie, du fait en particulier d'un rebond notable dans l'industrie agroalimentaire. À l'inverse, des emplois sont supprimés dans la construction. Avec 42 100 emplois fin 2024, l'intérim est à son plus bas niveau depuis 2017, hors période de crise sanitaire.

L'emploi salarié progresse de 0,3 % en Bretagne, tandis qu'il se stabilise en France

Fin décembre 2024, la Bretagne compte 1 327 300 **emplois salariés**, soit 4 200 de plus que fin 2023. La hausse de l'**emploi** est plus faible en 2024 qu'en 2023 (+0,3 %, après +1,3 % soit 17 200 emplois supplémentaires), mais elle reste plus soutenue qu'en France hors Mayotte (+0,0 %) ► **figure 1**. En 2024, la Bretagne se positionne au troisième rang des régions métropolitaines pour l'évolution de l'emploi salarié, derrière la Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur ► **figure 2**.

À l'échelle départementale, la hausse de l'emploi en 2024 est plus prononcée dans le Finistère (+0,6 % soit +1 900 emplois) et dans le Morbihan (+0,4 % soit +1 000 emplois) ► **figure 3**. En revanche, en Ille-et-Vilaine (+0,2 % soit +800 emplois) et dans les Côtes-d'Armor (+0,2 % soit +500 emplois), la croissance de l'emploi est moins dynamique et se situe légèrement en dessous du taux régional.

Avec 1 034 200 emplois fin décembre 2024, le secteur tertiaire représente plus des trois quarts de l'emploi salarié en Bretagne. Le tertiaire marchand hors intérim contribue le plus à l'augmentation annuelle de l'emploi régional (+0,8 % soit +4 500 emplois sur un an), devant le tertiaire non marchand¹ (+0,3 % soit +1 300 emplois) ► **figure 4**. Dans l'industrie, l'emploi salarié augmente légèrement en 2024 (+0,2 % soit +400 emplois), pour atteindre 183 700 emplois en fin d'année. À l'inverse, dans la construction, les effectifs baissent de nouveau en 2024 (-1,1 % soit -900 emplois), après un léger repli en 2023 (-0,3 % soit -300 emplois). Le secteur regroupe 81 100 emplois, soit 6,1 % de l'emploi salarié de la région. Fin décembre

2024, l'agriculture emploie 28 300 salariés, un effectif en augmentation de 3,5 % sur un an.

L'emploi dans le tertiaire marchand est notamment porté par l'hébergement-restauration et le commerce

Le tertiaire marchand, composé du commerce et des services marchands, regroupe en Bretagne 589 500 salariés fin 2024 ► **figure 5**. Il représente 44,4 % de l'ensemble des salariés bretons, une part moins élevée que celle observée en France (49,3 %). Entre fin 2023 et fin 2024, l'emploi dans le tertiaire marchand augmente de 0,4 % dans la région, tandis qu'il est quasi stable (-0,1 %) au niveau national. En 2024, 2 400 emplois nets sont créés dans ce secteur en Bretagne, soit une augmentation plus faible qu'en 2023 (+6 600 emplois). Le Finistère (+0,9 %) et le Morbihan (+0,7 %) contribuent le plus à la progression de l'emploi dans le tertiaire marchand. L'Ille-et-Vilaine (+0,2 %) et les Côtes-d'Armor (-0,3 %) se situent en dessous de la moyenne régionale, en lien avec la forte baisse de l'**intérim** dans chacun de ces deux départements (respectivement -7,3 % et -10,4 %) ► **encadré**.

Par sous-secteur, l'**hébergement-restauration** affiche la plus forte progression d'emplois créés en Bretagne (+1 600 emplois). En 2024, les effectifs augmentent de 3,0 % dans la région (+1,8 % en France). L'emploi progresse notamment en Ille-et-Vilaine (+3,6 % soit 700 emplois supplémentaires) et dans le Morbihan (+3,2 % soit 400 emplois supplémentaires).

Le **commerce** regroupe 28,4 % des effectifs salariés du tertiaire marchand en Bretagne et gagne 1 200 emplois en 2024. La hausse de l'emploi dans la région (+0,7 %) contraste avec l'évolution à la baisse observée au niveau national (-0,2 %). Le Finistère concentre à lui seul la

moitié des emplois créés (+600). La progression est plus limitée dans les trois autres départements bretons.

Dans les **services aux ménages**, l'emploi augmente de 1,7 % entre fin 2023 et fin 2024 en Bretagne, plus qu'en France (+0,5 %). Les 1 000 emplois créés se situent surtout dans les Côtes-d'Armor et en Ille-et-Vilaine (+400 emplois dans chacun des départements).

Les **services aux entreprises hors intérim** totalisent 118 400 emplois fin 2024 en Bretagne et représentent un emploi sur cinq du tertiaire marchand. En 2024, l'emploi dans ce sous-secteur augmente de 0,7 % (+800 emplois) dans la région. La hausse est plus modérée en France (+0,4 %). Le Morbihan affiche la plus forte progression (+1,7 %), tandis que dans les Côtes-d'Armor, les effectifs se replient d'autant.

Dans les **services financiers**, l'emploi progresse de 1,7 % en Bretagne en 2024 (+0,7 % en France). Sur les 600 emplois créés, les deux tiers se situent en Ille-et-Vilaine.

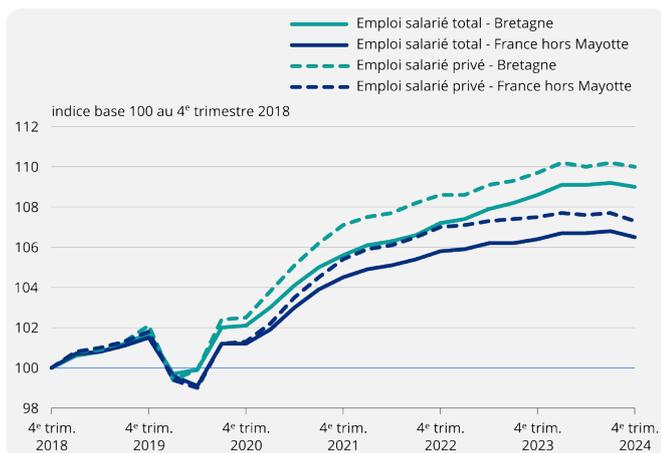
Dans le sous-secteur des **transports**, les effectifs sont quasi stables en 2024 (-100), tandis qu'au niveau national, ils augmentent de 0,7 %. Le nombre d'emplois diminue dans le Finistère et en Ille-et-Vilaine, alors qu'il est en hausse dans les Côtes-d'Armor et le Morbihan.

En 2024, l'**information et communication** perd des emplois dans la région (-0,8 %), comme en France (-1,6 %). Les effectifs restent stables dans les Côtes-d'Armor et diminuent dans les trois autres départements bretons.

Dans les **services immobiliers**, l'emploi se replie fortement en Bretagne (-4,2 % soit 400 emplois supprimés), plus qu'en France (-3,5 %). Tous les départements bretons sont concernés par ce recul, de -2,7 % dans le Morbihan à -7,1 % dans les Côtes-d'Armor.

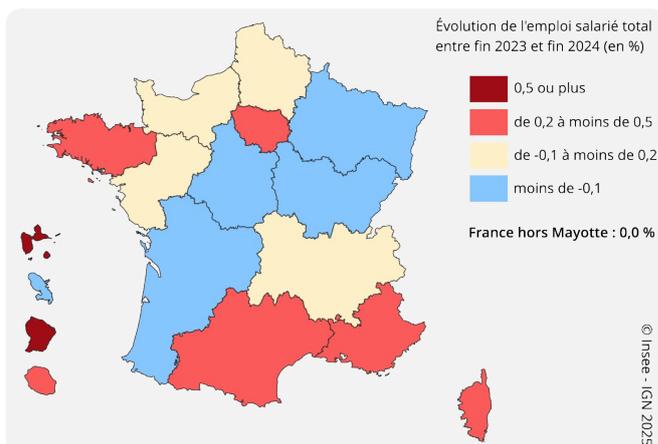
1 - Ce secteur comprend l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale.

► 1. Évolution trimestrielle de l'emploi salarié



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.
Champ : Emploi salarié total.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 2. Évolution régionale de l'emploi salarié total



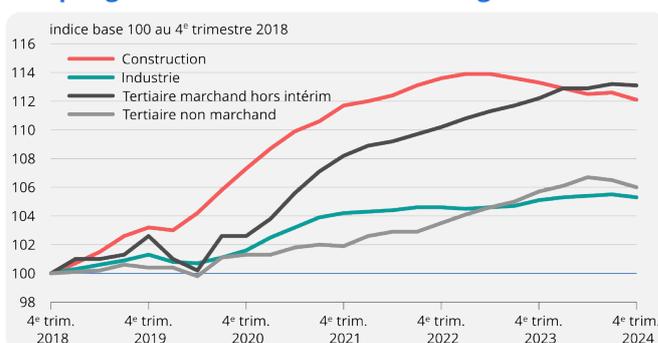
Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre. La variable est discrétisée par l'arrondi à la première décimale, ainsi l'intervalle « de -0,1 à moins de 0,2 » contient les valeurs (arrondies) -0,1 %, 0,0 % et 0,1 %. L'évolution au niveau national est de 0,0 % entre fin décembre 2023 et fin décembre 2024.
Champ : Emploi salarié total ; France hors Mayotte.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 3. Emploi salarié total en fin d'année par département et par grand secteur d'activité

Territoire	Emploi au 31/12/2024 (en milliers)	Évolution entre 2023 et 2024 (en %)						
		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Intérim	Tertiaire non marchand	Total
Côtes-d'Armor	209,8	0,3	0,2	-0,9	-0,3	-10,4	1,1	0,2
Finistère	350,5	4,1	1,0	0,7	0,9	2,8	-0,3	0,6
Ille-et-Vilaine	489,3	6,0	0,0	-2,0	0,2	-7,3	0,3	0,2
Morbihan	277,8	3,8	-0,3	-1,5	0,7	-2,5	0,5	0,4
Bretagne	1 327,3	3,5	0,2	-1,1	0,4	-4,8	0,3	0,3

Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.
Champ : Emploi salarié total.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 4. Évolutions trimestrielles de l'emploi salarié total par grand secteur d'activité - Bretagne



Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.
Champ : Emploi salarié total.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 5. Emploi salarié total par secteur d'activité

Secteur d'activité	Emploi au 31/12/2024 (en milliers) Bretagne	Évolution 2023-2024 (en %)		Évolution annuelle moyenne 2018-2023 ¹ (en %)	
		Bretagne	France hors Mayotte	Bretagne	France hors Mayotte
Agriculture	28,3	3,5	0,1	1,9	1,8
Industrie	183,7	0,2	0,3	1,0	0,6
Industrie agroalimentaire	75,5	0,8	1,4	0,6	1,5
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	14,7	2,9	1,8	2,0	1,3
Biens d'équipement	20,8	0,9	0,3	1,7	0,6
Matériels de transport	11,5	-0,3	0,7	0,4	-0,2
Autres branches industrielles	61,2	-1,2	-0,7	1,1	0,3
Construction	81,1	-1,1	-1,8	2,5	2,1
Tertiaire marchand	589,5	0,4	-0,1	2,2	1,7
Commerce	167,4	0,7	-0,2	1,7	1,3
Transports	62,4	-0,1	0,7	0,7	0,7
Hébergement - restauration	56,7	3,0	1,8	3,0	2,7
Information - communication	35,6	-0,8	-1,6	4,2	3,2
Services financiers	38,5	1,7	0,7	2,3	1,3
Services immobiliers	9,7	-4,2	-3,5	3,8	1,5
Services aux entreprises hors intérim	118,4	0,7	0,4	3,8	2,6
Intérim	42,1	-4,8	-6,0	0,5	-0,5
Services aux ménages	58,7	1,7	0,5	1,2	1,1
Tertiaire non marchand	444,7	0,3	0,5	1,1	0,7
Total	1 327,3	0,3	0,0	1,7	1,3

¹ : Évolution qui aurait été observée pour l'emploi salarié total du secteur pour chaque année de la période considérée, en supposant une évolution identique chaque année.
Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.
Champ : Emploi salarié total.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Emploi salarié

Une croissance ralentie de l'emploi dans le tertiaire non marchand

Fin 2024, le tertiaire non marchand regroupe 444 700 emplois salariés en Bretagne. Il représente le tiers de l'ensemble des salariés bretons. En 2024, l'emploi dans ce secteur augmente légèrement dans la région (+0,3 %, soit 1 300 créations nettes d'emplois), un peu moins qu'en France (+0,5 %). La croissance des effectifs s'est fortement ralentie par rapport à 2023 (+1,4 %).

L'emploi dans le tertiaire non marchand progresse dans tous les départements bretons sauf dans le Finistère (-0,3 %), où les effectifs reculent notamment dans l'administration publique. Le taux de croissance de l'emploi en Ille-et-Vilaine est égal au taux régional (+0,3 %). La hausse de l'emploi est un peu plus marquée dans le Morbihan (+0,5 %) et davantage soutenue dans les Côtes-d'Armor (+1,1 %), en particulier dans l'action sociale.

Un rebond de l'industrie agroalimentaire bretonne

En Bretagne, l'emploi dans l'industrie progresse légèrement en 2024 (+0,2 %, soit 400 emplois supplémentaires). Au niveau national, l'augmentation est un peu plus élevée (+0,3 %).

L'emploi industriel est en forte hausse dans le Finistère (+1,0 %). Dans les Côtes-d'Armor, il croît au même rythme que dans la région (+0,2 %), tandis qu'il est stable en Ille-et-Vilaine. En revanche, dans le Morbihan, l'emploi ralentit dans ce secteur (-0,2 %).

L'**agroalimentaire** représente en Bretagne un peu plus de 40 % des emplois industriels, soit 75 500 emplois fin 2024, un chiffre en progression de 0,8 % après -0,5 % en 2023. Le Morbihan affiche un taux de croissance de l'emploi agroalimentaire identique à celui observé dans la région (+0,8 %) et les Côtes-d'Armor se situent juste en dessous (+0,7 %). La hausse est plus élevée en Ille-et-Vilaine (+1,6 %), tandis que l'emploi est

quasi stable dans le Finistère (+0,1 %). En France, l'emploi agroalimentaire poursuit sa progression en 2024 (+1,4 %, après +0,8 % en 2023).

Dans la **fabrication de biens d'équipement**, l'emploi est en hausse de 0,9 % en 2024 en Bretagne (+0,3 % en France). Les créations d'emplois se situent essentiellement dans le Finistère et en Ille-et-Vilaine, avec notamment l'augmentation des recrutements chez Thalès implanté à Brest et Safran Electronics & Defense sur Fougères.

Le sous-secteur de **l'énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage** est également créateur d'emplois en 2024. La croissance des effectifs en Bretagne (+2,9 %) est plus élevée qu'en France (+1,8 %).

Dans la **fabrication de matériels de transport**, l'emploi diminue légèrement en Bretagne en 2024 (-0,3 %), tandis qu'il augmente au niveau national (+0,7 %). Marqués notamment par une baisse d'activité à l'usine Stellantis du site Rennes-La Janais, les effectifs en Ille-et-Vilaine reculent fortement (-5,6 %). À l'inverse, dans le Morbihan, l'emploi progresse (+3,4 %), porté en particulier par le dynamisme de l'entreprise Naval Group à Lorient.

Dans les **autres branches industrielles**, le repli de l'emploi observé en Bretagne en 2023 (-0,2 %) s'amplifie en 2024 (-1,2 %). La région perd près de 800 emplois, essentiellement en Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan. En France, la baisse de l'emploi dans ce sous-secteur de l'industrie est moins prononcée (-0,7 %).

Des emplois supprimés dans la construction

Entre fin 2023 et fin 2024, l'emploi dans la construction diminue en Bretagne (-1,1 %, soit -900 emplois). Au niveau national, le recul est plus fort sur un an (-1,8 %). Dans la région comme en France, la tendance s'est inversée par rapport à la période dynamique observée entre 2018 et 2023,

durant laquelle la croissance annuelle moyenne était supérieure à 2 %.

Les effectifs baissent en majorité en Ille-et-Vilaine (-2,0 % soit -600 emplois). Dans le Morbihan, l'emploi dans la construction se contracte également, avec 300 emplois supprimés (-1,5 %). Le recul est plus faible dans les Côtes-d'Armor avec 100 emplois de moins (-0,9 %). Seul le Finistère résiste et présente une évolution annuelle positive de l'emploi (+0,7 %) correspondant à 100 emplois créés.

L'agriculture crée des emplois en 2024

En 2024, l'emploi salarié dans l'agriculture augmente en Bretagne (+3,5 %), tandis qu'il est quasi stable en France (+0,1 %). La croissance annuelle régionale est bien supérieure à celle observée en moyenne sur la période 2018-2023 (+1,9 %).

Fin décembre 2024, le secteur agricole compte 1 000 emplois de plus que fin 2023. Ces créations d'emplois se répartissent à parts égales entre l'Ille-et-Vilaine et le Finistère (+400 emplois chacun), et à hauteur de 200 dans le Morbihan. Dans les Côtes-d'Armor, les effectifs sont stables. ●

Auteurs :

Christelle Marcault (Insee), Stéphane Moro (Dreets)

Avertissement

Dans cette publication, le concept d'emploi se réfère aux critères du Bureau international du travail (BIT). Sont comprises dans l'emploi à la fois les personnes ayant travaillé au moins une heure rémunérée pendant une période donnée, mais également les personnes en emploi n'ayant pas travaillé pour certaines raisons (en particulier celles en **chômage partiel** et en arrêt maladie).

Les données ont été mises à jour en mars 2025.

Encadré - L'intérim en Bretagne : une forte baisse en 2024 qui concerne tous les secteurs sauf l'agroalimentaire

L'évolution de l'intérim est sensible aux variations de l'activité économique. Ainsi, même s'il ne représente que 3,2 % de l'emploi salarié total en Bretagne à la fin de l'année 2024, il constitue un indicateur avancé de l'emploi. Lors d'opérations de réduction d'effectifs salariés, les postes des intérimaires sont en général les premiers supprimés. Inversement, dans un contexte de reprise de l'activité, les entreprises recourent souvent à l'intérim avant des phases éventuelles de recrutement.

Après le pic historique atteint fin 2022, l'emploi intérimaire poursuit son repli en 2024 ► **figure 6**. Ainsi, en fin d'année, on dénombre 42 100 emplois intérimaires, soit 2 100 de moins qu'un an auparavant (-4,8 %, après -5,9 % en 2023). Hors crise sanitaire, c'est le plus bas niveau depuis le 2^e trimestre 2017. Le recul est encore un peu plus marqué au niveau national (-6,0 %). Mesuré en équivalent temps plein (ETP) et en moyenne sur l'année 2024, le volume de l'activité intérimaire régresse de 5,6 %. Cette évolution en moyenne annuelle reflète un ralentissement de l'activité au cours de l'ensemble de l'année 2024.

La chute de l'intérim en 2024 influe sur l'évolution globale du nombre d'emplois salariés dans la région. Ainsi, alors que le nombre d'emplois hors intérim augmente de 0,5 % en un an, il n'est en hausse que de 0,3 % en incluant l'intérim ► **figure 7**.

L'emploi intérimaire est en baisse sensible dans l'**industrie** (-3,0 %). De ce fait, alors que l'emploi industriel direct est en faible hausse de 0,2 %, l'emploi industriel total, incluant l'intérim, est quasi stable (-0,1 %). Au sein des grands sous-secteurs industriels, l'industrie agroalimentaire, qui emploie trois intérimaires sur dix en Bretagne, échappe à la tendance générale avec une hausse de 2,4 % de l'emploi intérimaire. La progression de l'emploi direct (+0,8 %) dans ce sous-secteur est ainsi renforcée et atteint 1,1 % pour l'emploi total. Le nombre d'intérimaires diminue très fortement dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques (-19,0 %). Ainsi, la hausse de 0,9 % des emplois directs de ce sous-secteur devient une baisse une fois l'intérim ajouté (-0,3 %). De même, l'emploi intérimaire chute fortement dans la fabrication de matériels de transport (-21,3 %), ce qui renforce la baisse

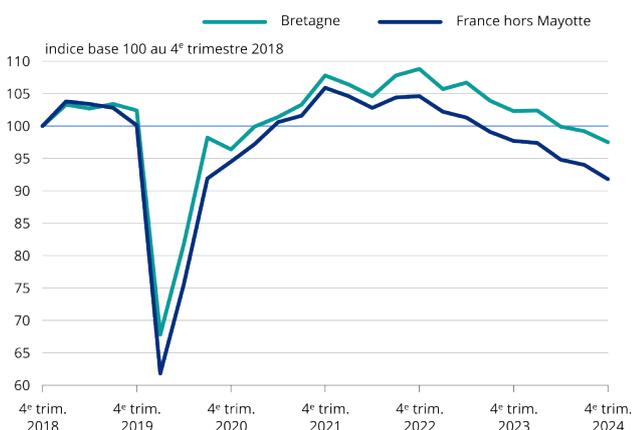
de l'emploi direct (-0,3 % et -2,3 % en incluant l'intérim). C'est également le cas dans la fabrication d'autres produits industriels, qui comprend notamment l'industrie du caoutchouc et du plastique ou la métallurgie, avec une baisse de 8,7 % de l'emploi intérimaire. Le recul de 1,2 % de l'emploi direct s'en trouve accentué et atteint 1,8 % pour l'emploi total.

Le nombre d'intérimaires recule de 3,6 % dans la **construction**. Le tassement de l'emploi direct (-1,1 %) en est renforcé (-1,3 % avec l'intérim).

Dans le secteur **tertiaire marchand**, le recours à l'intérim est plus limité. Néanmoins, le recul sensible de l'emploi intérimaire en 2024 (-5,4 %) affecte l'évolution de l'emploi salarié de l'ensemble de ce secteur : +0,8 % sans l'intérim, +0,7 % avec. Les trois plus gros sous-secteurs utilisateurs sont touchés par cette baisse de l'intérim. La chute la plus soutenue concerne le transport et entreposage (-6,8 %) : alors que l'emploi direct y est quasiment stable (-0,1 %), l'emploi total dans ce sous-secteur recule de 0,5 % en comptabilisant l'intérim. Dans les services aux entreprises, la baisse de l'intérim (-3,4 %) a un effet plus limité sur l'emploi, qui passe de +0,7 % sans l'intérim à +0,6 % avec. Dans le commerce, le repli de l'intérim est plus modéré (-1,8 %) et a peu d'effet sur l'emploi, qui présente une hausse de 0,7 % avec ou sans intérim.

L'évolution de l'emploi intérimaire dans les départements bretons est contrastée. Il est en très forte régression dans les Côtes-d'Armor (-10,4 %) et en Ille-et-Vilaine (-7,3 %). Dans le Morbihan, la baisse est moins marquée qu'au niveau régional (-2,5 %). Le Finistère échappe à la tendance générale, l'emploi intérimaire y progresse de 2,8 %. Ces évolutions différenciées s'expliquent en partie par celles de l'emploi intérimaire dans l'industrie. Le recul y est très marqué dans les Côtes-d'Armor (-11,0 %) et en Ille-et-Vilaine (-5,2 %). Il est nettement plus modéré dans le Morbihan (-1,9 %). À l'inverse, l'emploi intérimaire dans l'industrie augmente dans le Finistère (+6,9 %), sous l'effet d'une forte hausse dans l'agroalimentaire (+15,8 %). Par ailleurs, en Ille-et-Vilaine, l'emploi intérimaire recule de 10,8 % dans la construction.

► 6. Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire

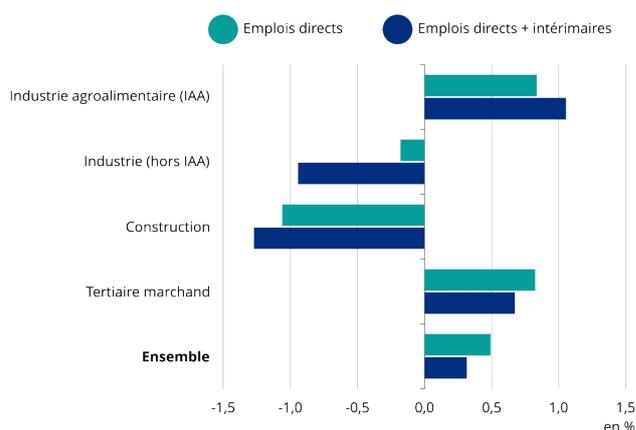


Notes : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.

Champ : Emploi intérimaire.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

► 7. Évolution de l'emploi salarié total et dans les principaux secteurs ayant recours à l'intérim en Bretagne entre fin 2023 et fin 2024



Note : Les intérimaires sont affectés au secteur dans lequel ils effectuent leur mission. **Champ :** Emploi salarié en fin de trimestre, hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi au 4^e trimestre 2024 ; Drets Bretagne.